



« Pour les États-Unis, seuls les États qui servent leurs intérêts sont des démocraties »

Par [Alex Anfruns](#) et [Lilia Solano](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2015

[Investig'Action](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Lilia Solano est une militante colombienne des Droits de l'Homme reconnue. Elle est également membre du Frente Amplio por la Paz (Front Élargi pour la Paix), un acteur majeur dans les revendications de participation populaire en Colombie, dans un contexte de répression généralisée contre les hommes et femmes qui dénoncent le système en place. Dans cette interview accordée en exclusivité au *Journal de Notre Amérique*, elle décortique les vrais enjeux des pourparlers de paix en cours en Colombie, le rôle des médias dans la diabolisation de l'opposition ainsi que la complicité entre les États-Unis et le gouvernement colombien.

Actuellement, quelle est la situation en Colombie alors que des négociations de paix sont en cours ? Quel processus historique a conduit à la situation actuelle ?

Je vous remercie infiniment de m'avoir invitée à converser avec vous. Pour commencer, plaçons-nous dans une perspective historique puisque, en Colombie, ont lieu en ce moment des négociations pour arriver à un rétablissement de la paix avec un des mouvements insurrectionnels, une des armées de la guérilla, les FARC, et que nous vivons également une phase préparatoire aux négociations avec la seconde armée de la guérilla, la plus importante, l'Armée de Libération Nationale.

Ce n'est pas la première fois que l'on essaye de rétablir la paix par le dialogue et la négociation ; par le passé, nous avons connu d'autres tentatives pour trouver un accord de paix négocié. Pensons au processus de paix de Belisario parce c'est à cette occasion que naquit l'Union Patriotique. Il y avait l'intention, le désir, l'effort de faire en sorte que quiconque voudrait s'investir dans la politique pût le faire. Les FARC furent invitées à négocier, d'où le slogan : « Moins de balles et plus de politique ».

Et un climat favorable fut créé et le pays en vint à croire que cette fois la paix était possible, qu'un chemin négocié avait été trouvé et qu'il nous mènerait à une paix négociée et concertée après des décennies de conflit armé. Mais n'oublions pas que les causes qui conduisent à la naissance de groupes d'insurgés sont la conséquence d'une situation qui perdure encore aujourd'hui : ce terrible fossé qui existe entre les riches et les pauvres, l'extrême concentration de la propriété foncière, l'absence d'un véritable modèle juridique, le type de modèle économique... À cette époque-là, la situation était telle qu'il était impossible que la résistance puisse s'exprimer de façon pacifique et non par les armes.

Et c'est alors qu'arrive ce processus de paix ; c'est le quatrième... et la réponse à cette

signature des accords de paix est une terrible politique criminelle de la part de l'État. Et survient cette alliance que nous, Colombiens, avons si fortement dénoncée, cette alliance des militaires et des paramilitaires, des grands propriétaires fonciers, du patronat... et c'est ce qui a causé la mort d'au moins 5 000 Colombiens qui avaient mis leurs espoirs dans ce parti politique qui s'appelait l'Union Patriotique.

Ce parti n'était pas seulement constitué de guérilleros qui avaient rejoint le processus de paix, mais il était aussi composé de militants sociaux, de militants des organisations de défense des Droits de l'Homme, de militants issus d'autres partis politiques, attirés par cette possibilité nouvelle de participer au débat politique, et toutes ces personnes avaient rejoint massivement le mouvement. Des listes pour les élections nationales, régionales, locales... avaient été établies... Il y avait tout un climat nouveau autour d'un rêve qui semblait devenir réalité.

Mais alors, pourquoi ces persécutions politiques, durant toutes ces dernières décennies, contre l'opposition en Colombie ?

Tout cela a conduit à un génocide, à une tuerie indicible qui a créé une terrible blessure dans notre histoire nationale. Au cours de ces années-là, l'alliance criminelle d'État, au sein de laquelle les paramilitaires ont joué un grand rôle, a non seulement tué et exterminé toute cette élite de dirigeants politiques, mais a également poursuivi sa besogne en assassinant des leaders sociaux, des animateurs de quartiers, des instituteurs, des figures du monde culturel, des syndicalistes, bref : tous ceux qui étaient différents, tous ceux qui étaient critiques, tous ceux qui exprimaient une divergence.

Être différent était interdit. Et la seule réponse à cette contestation c'était la mort. Alors nous avons commencé à mener un très grand nombre de campagnes pour dénoncer cette situation. Mais il y a eu également une criminalisation de l'esprit critique, de la pensée critique. Et les persécutions envers l'opposition ont atteint un sommet. Ils en sont venus à concrétiser cette idée qu'il fallait éliminer tout opposant, toute personne différente, pas seulement ceux qui expriment un désaccord dans un débat, non, toute personne qui pense différemment. Par exemple apparaît l'idée que le pauvre, lui, est différent. On comprend alors qu'en Colombie, au cours de notre Histoire, il y a eu ce qu'on appelle un « nettoyage social ».

Nous devons surtout nous poser cette question : mais pourquoi se sont-ils acharnés à détruire l'opposition politique ? La réponse est : parce qu'ils pensent qu'il est moins coûteux d'assassiner que de procéder à des changements structurels. Et aussi longtemps qu'il en sera ainsi, aussi longtemps que l'État garantira l'impunité pour tous ces crimes, cette histoire criminelle n'aura pas de fin. Le plus terrible d'une soi-disant démocratie c'est qu'on l'appelle « démocratie » uniquement parce qu'on y pratique le jeu électoral alors que l'opposition politique y est interdite, alors que penser autrement est considéré comme un crime, alors que la réponse à une pensée critique est la peine de mort, la disparition forcée, la torture... Et, plus terrible que tout cela : le fait que cette situation soit le fruit d'une stratégie voulue et appliquée par l'État lui-même.

Pouvez-vous nous expliquer comment le Front Élargi pour la Paix travaille pour impliquer la société civile — les femmes, les organisations indigènes... — pour construire une alternative pour le pays, dans un contexte d'une telle gravité ?

Effectivement, c'est l'histoire de ces 60 dernières années. Mais en Colombie, nous subissons

la guerre depuis le temps de la Conquête par les Espagnols, depuis l'époque coloniale. Continuellement ont existé des guerres contre les gens. Le fait même que les personnes assassinées soient des leaders sociaux, politiques, des figures populaires, des personnes impliquées dans la vie des quartiers... cela signifie que ce ne sont pas des assassinats aveugles ; ils sont très ciblés. Aujourd'hui, au cours de ce processus de paix, nous avons décidé que nous refusions de revivre l'histoire de l'Union Patriotique. Nous avons décidé que nous devions, nous, la société, entourer d'une barrière de protection ce processus de paix, le défendre comme notre propre bien. Et, bien entendu, nous avons décidé de mettre en œuvre toute une pédagogie susceptible d'expliquer ce que signifie cette possibilité de parvenir à la paix, chez nous, en Colombie.

Alors nous avons créé, à partir des mouvements sociaux, culturels, universitaires et des forces politiques, quelque chose que nous appelons « la société civile » et qui doit se faire entendre. Parce qu'au milieu de tout cela c'est la voix du peuple qui est sacrifiée. Il faut savoir que l'État de Colombie collait l'étiquette de terroristes sur tous ceux qui se prononçaient pour la paix. Et après le 11 Septembre, les guérillas furent mises sur la liste des « organisations terroristes ». Bien sûr, ce n'était qu'un stratagème pour faire en sorte que les gens qui résistaient, (aussi par les armes, mais c'est une résistance politique), perdent leur qualité d'opposants politiques et qu'ils soient catalogués comme terroristes. Et à nous qui, à partir de la société civile, nous exprimons les mêmes exigences de retour à la paix, qui remettons en question le modèle économique, la propriété foncière... ils nous disaient : « Ah ! vous êtes les amis ou les soutiens de la guérilla ».

C'est alors que nous avons fait un pas de plus en tant que peuple de Colombie. Nous avons dit : « Organisons ce Front pour la Paix ; unissons-nous ». Parce que pour combattre les programmes d'extermination du pouvoir il faut le faire au moyen de l'unité, au moyen de l'union de tous ceux qui ont en commun un nombre minimum d'accords fondamentaux, tous ceux qui partagent ce qui les définit : la lutte pour la justice sociale, la lutte pour les Droits de l'Homme, pour la protection de l'environnement, pour la défense et les droits des populations originaires... Nous nous sommes tous unis au sein du Front Élargi pour la Paix. Bien entendu, ils n'ont pas manqué de nous stigmatiser, de nous persécuter... Un grand nombre de nos leaders sociaux sont en prison...

En Colombie, il y a environ 9 000 prisonniers politiques dont personne ne parle parce qu'ils leur ont collé sur le dos l'étiquette « terroristes »... En Colombie, être rebelle est passible de sanction ; la contestation est criminalisée. Alors, dans les prisons de Colombie, vous ne trouvez pas seulement des guérilleros, vous y trouvez des leaders sociaux, politiques et beaucoup de responsables paysans parce que la paysannerie est une des principales forces de la résistance, en Colombie. Ce Front que nous avons construit à partir de la société civile a interpellé le gouvernement : « Nous avons le droit de jouer un rôle ; nous avons le droit d'avoir une opinion ». Dans le Front nous sommes donc en convergence sur des sujets comme la mobilisation, la participation politique, le refus des programmes de privatisation de la Santé, de l'Éducation, des services publics...

En Colombie, toute cette persécution à l'encontre de l'opposition politique existe aussi parce que le système a imposé un mot d'ordre final : il faut privatiser l'Éducation et la Santé. Le budget de l'État doit diminuer sans cesse... Et lorsque l'État se rétrécit de telle sorte que tout finit par appartenir à un petit nombre de personnes ou au grand capital, alors, la seule tâche que l'État se réserve encore c'est la fonction policière : persécuter le citoyen, le mettre en prison, le torturer... Alors nous avons dit : « Ça suffit ! Désormais, nous aurons la parole ; nous allons vous interpellier » et c'est ce que nous avons fait.

Bien entendu, c'est l'histoire encore actuelle de ce nous avons vécu dans un passé tout proche. L'histoire de cet océan de sang qui nous a totalement recouverts, versé par les mains de l'État lui-même. Mais nous avons l'espoir et nous avons la force morale pour dire : « Ceci n'est pas la fin de l'Histoire. L'Histoire, nous voulons la réécrire ». Et nous voulons aussi une société qui puisse être plurielle, qui interdise que soient légitimes l'assassinat, la torture. Une société qui rende légitime de penser autrement parce qu'un monde où cela serait impossible serait très dangereux.

Ce qui est arrivé en Colombie doit être un appel adressé au monde entier. Il faut dire au monde que nous avons dû donner nos vies pour qu'une telle situation ne se généralise pas. Lorsque l'uniformité est garantie, lorsque le Pouvoir impose un ordre d'État, alors est justifié et légitimé l'assassinat de quiconque n'est pas d'accord avec cet ordre-là, de quiconque ne se soumet pas au consumérisme, au productivisme, au pouvoir politique en place, au pouvoir économique et militaire en place. C'est cela que le monde doit retenir avec le plus grand soin. Et le fait que la Colombie trouve une solution à son conflit constitue un pas en avant immense, non seulement pour les pays voisins, mais pour le bien commun de l'Humanité.

Pourriez-vous nous expliquer quel est le rôle des médias dans ce processus de diffamation ou de criminalisation des mouvements sociaux, et celui du monde académique ? Par exemple, dans le cas du professeur Miguel Angel Beltran, qui a été accusé à plusieurs reprises par le gouvernement en raison de son travail pédagogique...

Oui, le rôle des médias est fondamental. Les médias de masse sont utilisés en permanence en Colombie et ailleurs dans le monde. Les propriétaires des médias de masse sont les mêmes grands groupes d'entreprises économiques. Et en Colombie ce sont ces groupes d'entreprises économiques qui élisent également le président de la République, le Sénat et les Chambres des députés... ce qui signifie que le pouvoir législatif aussi est élu par ces grands pouvoirs économiques. Si, en plus d'avoir le pouvoir du gouvernement national et régional, ils ont les médias, alors ils ont la capacité de produire en permanence ce que l'on appelle l'opinion publique. Et c'est une idéologie qui est au service d'un système hégémonique, qui communique au citoyen quelle est la vérité. Par exemple, les médias présentent tous ceux qui sont insoumis au système comme s'ils étaient des monstres : « Attention, ce monsieur est très dangereux, lui dit qu'il est académique mais en réalité c'est un terroriste ».

Ainsi, les médias sont en train de construire une « vérité », qui en réalité n'est pas autre que la capacité de justifier moralement la persécution. Alors, en même temps qu'ils construisent le « monstre », ils construisent la justification du pourquoi ils doivent écraser ce monstre. C'est ce que font en permanence les médias en Colombie avec les insurrections, avec ces leaders sociaux et politiques et avec tout ce qui peut signifier un changement dans la structure, cette structure qui profite au 10% qui ont le contrôle des richesses, des revenus... donc pour quelles raisons feraient-ils faire des changements ? C'est meilleur marché de mettre des balles plutôt que de faire des changements de structures. Les médias ont cet énorme pouvoir de mobiliser une opinion et de créer des peurs collectives, ou de créer des « sauveurs collectifs ». Quand ils ne créent pas de monstres, ils créent un sauveur. C'est ce qu'ils font avec l'image du marché, par exemple : « l'investissement international va nous donner la garantie de la paix, celle de la justice... »

Quand naissent et se développent les médias alternatifs, les médias de masse les stigmatisent rapidement pour que leur voix perde de la force, au moyen d'un discours :

« ils sont au service de la guérilla ». Les médias créent une version officielle de la réalité. Et la tâche de créer une vision officieuse de cette réalité, ou une version depuis les peuples, depuis les organisations, est une tâche terriblement difficile, car les premiers racontent avec tous leurs moyens, et les autres le font par en- dessous.

Mais nous avons de la chance : ceux d'en dessous, nous sommes plus ! Nous devons nous rassembler et nous trouver une force. Internet a démocratisé cette capacité d'informer. Mais dans nos pays, encore beaucoup de gens n'ont pas d'accès à internet. Se crée alors une classe qui a accès à tout, y compris l'information, et une autre qui ne l'a pas. Il faut penser à ces luttes et les élargir. Mais en Colombie, nous considérons les médias comme un pouvoir à part entière. Et dans des époques difficiles, ils créent une information, qui est comme un rideau de fumée, et ils cachent l'information terrible, ils décident celle qui passera en première et celle qui sera mise au second plan.

Les journaux sont pleins de football, de mannequins de Hollywood, et les informations politiques ou qui portent un intérêt national, ils décident généralement quand et comment ils vont les présenter. C'est un pouvoir énorme et c'est pour cela que les médias qui sont au service des oligarchies ont construit un discours contre les gouvernements des pays latino-américains qui ont fait des transformations et des changements à tendance sociale. Ils le font en dirigeant médiatiquement l'opposition, exactement comme ce qui se passe au Venezuela. C'est pour cela que Chavez fut le premier à dire qu'il fallait démocratiser les médias, et ces appareils idéologiques ne peuvent pas être des antennes qui répètent sans cesse le discours officiel.

Pourriez-vous nous donner votre analyse sur le rôle historique des États-Unis en Colombie, et aussi les défis immédiats qui s'envisagent à travers la présence de bases militaires en Colombie, et l'annonce de soldats états-uniens au Pérou, avec le prétexte de la lutte contre le trafic de drogues... Quel est le rôle des États-Unis dans la région et comment sa responsabilité peut-elle se refléter dans le conflit avec une commission de la vérité ?

Les États-Unis ont traditionnellement vu l'Amérique Latine comme eux l'appellent, son « arrière-cour ». Depuis les accords de Santa Fe, ils ont construit leur politique étrangère vers l'Amérique Latine avec un point de vue et une stratégie militaire. Depuis les années 60, les États-Unis ont donné une recommandation - et quand les États-Unis donnent des recommandations au gouvernement colombien, ce sont des ordres-, il faut que les civils s'arment dans les champs pour contrôler la sécurité. Dans les années 60, ils avaient déjà cette stratégie qu'ils appelaient la « doctrine de sécurité nationale », qui se convertit ensuite en une doctrine de sécurité internationale. Elle se traduit par le fait que les États-Unis pouvaient livrer les guerres pour lesquelles ils avaient un intérêt, et obtenir un contrôle énorme sur celles-ci. Alors en Colombie, par exemple, ils continuent de livrer une lutte toujours anti-communiste, une lutte anti-terroriste, une lutte contre la drogue... et avec cela ils ont une capacité énorme de contrôle sur les espaces aériens.

En Colombie, il y a la deuxième plus grande Ambassade des États-Unis qu'il y a dans le monde. La première est en Irak. Une fois j'ai demandé : pourquoi cette Ambassade est-elle si grande ? Ils m'ont dit « parce qu'il y beaucoup d'intérêts ici en Colombie ». Beaucoup d'intérêts cela veut dire, nous le savons déjà : des transnationales, des méga-projets... mais il y a aussi des intérêts géostratégiques. Les États-Unis compte maintenant en Amérique Latine surtout sur la Colombie. Aussi, dans une moindre mesure, sur le Mexique, le Pérou... mais en général ils croient que le gouvernement colombien est un gouvernement ami.

Ces intérêts se reflètent sur tous les aspects nord-américains. Il y a aussi des bases dans d'autres endroits d'Amérique Latine, mais la Colombie contribue à tout point de vue au programme que Washington lui dicte. Il y a eu une visite en Colombie du président Clinton qui a duré 8 heures. La première partie de son discours été : « nous voudrions rappeler au gouvernement colombien qu'il a des accords qu'il a passés avec le FMI, la Banque Mondiale... » C'est très intéressant que la visite ait commencé en rappelant au gouvernement de la Colombie quelques accords qu'il devait respecter.

En termes de conflit en Colombie, les États-Unis ont accompli un rôle fondamental, parce qu'ils ont signalé cette insurrection, tant l'ALN (Armée de Libération Nationale) que les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) ou certains groupes terroristes. Et cela justifie leur droit de développer une stratégie « anti-terroriste », car on ne les considère pas comme « rebelles », mais plutôt comme « terroristes ». En Europe aussi, après le 11 septembre, la politique nord-américaine a continué comme si elle était seule, surtout avec la « lutte anti-terroriste ». Nous autres en Colombie nous sommes en train d'exiger, dans le processus de paix, que les noms des deux groupes guérilleros soient retirés de ces listes terroristes. Mais en plus de cela, les États-Unis développent une politique de contrôle de leurs intérêts, qui ne passe pas seulement par les traités de libre-échange, mais qui passe fondamentalement par la stratégie politique. Ainsi, ils considèrent comme « démocratie » ceux qui servent leurs intérêts.

Quand Salvador Allende fut élu démocratiquement, mais qu'il décida de ne pas servir les intérêts nord-américains, alors ils ont considéré que ce n'était pas une démocratie. Par conséquent, ils facilitèrent le coup d'état et soutinrent la dictature. Reagan et Thatcher admirent qu'il s'agissait de défendre l'intérêt d'un modèle économique, qui leur permettrait de contrôler la région pas seulement économiquement mais aussi politiquement et militairement. Cette confluence d'intérêts se produit. Ensuite, par exemple, ils n'aiment pas les démocraties comme celle de Chavez et maintenant celle de Maduro, donc ils commencent à créer une justification par une intervention militaire, avec le prétexte « qu'il y a des excès », « qu'il n'y a pas de démocratie », « la population est en train de souffrir »... un manuel qu'ils ont réussi à inventer pour que finalement on justifie l'intervention, « parce que c'est le chaos et qu'il faut rétablir la démocratie ».

Il s'agit d'un danger énorme pour toute la région. Une région qui est en train de changer : la Bolivie a changé, tout comme l'Equateur, le Venezuela, l'Uruguay, le Brésil... alors, que va-t-il se passer ? Il va arriver un moment où la pression sera si forte que les États-Unis vont perdre le contrôle. Pour l'instant ils sont en train de provoquer des guerres dans d'autres régions, dans le monde arabe, mais à un certain moment ils vont retourner leur regard sur leur « arrière-cour », et alors, nous les peuples, on devra être unis pour pouvoir se défendre. On devra éviter que ce qu'ils ont fait en Colombie se répète dans la région.

Source : [Journal de Notre Amérique n°3](#), avril 2015, Investig'Action

Traduit par Manuel pour Investig'Action

La source originale de cet article est [Investig'Action](#)

Copyright © [Alex Anfruns](#) et [Lilia Solano](#), [Investig'Action](#), 2015

Articles Par : [Alex Anfruns](#) et
[Lilia Solano](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca